ASSEMBLÉE NATIONALE

28 mai 2025

PORTANT PROGRAMMATION NATIONALE ET SIMPLIFICATION NORMATIVE DANS
LE SECTEUR ÉCONOMIQUE DE L'ÉNERGIE - (N° 463)

AMENDEMENT

N ° CE507

présenté par

M. Amblard, M. Falcon, M. Weber, M. Loubet et M. Meizonnet

ARTICLE 11

Sous réserve de son traitement par les services de l'Assemblée nationale et de sa recevabilité
--

Rédiger ainsi cet article :

« Le 1° de l'article L. 100-4 du code de l'énergie est ainsi rédigé :

« 1° De tendre vers une réduction des émissions de gaz à effet de serre du secteur énergétique de 35 % entre 1990 et 2030 et de participer à atteindre la neutralité carbone à l'horizon 2050, en diminuant les émissions de gaz à effet de serre du secteur énergétique de 90 % entre 1990 et 2050, en excluant les émissions et absorptions associées à l'usage des terres et à la foresterie, de favoriser l'absorption des émissions de gaz à effet de serre par les puits de gaz à effet de serre. La trajectoire est précisée dans les budgets carbone mentionnés à l'article L. 222-1 A du code de l'environnement. Pour l'application du présent 1°, la neutralité carbone est entendue comme un équilibre, sur le territoire national, entre les émissions anthropiques par les sources et les absorptions anthropiques par les puits de gaz à effet de serre, tel que mentionné à l'article 4 de l'accord de Paris ratifié le 5 octobre 2016. La comptabilisation de ces émissions et absorptions est réalisée selon les mêmes modalités que celles applicables aux inventaires nationaux de gaz à effet de serre notifiés à la Commission européenne et dans le cadre de la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques, sans tenir compte des crédits internationaux de compensation carbone ; ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le présent amendement ajuste l'objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre pour 2030 à 35 %, afin de tenir compte du retard accumulé dans la décarbonation du secteur énergétique, notamment en raison du sabotage du parc nucléaire et des effets inflationnistes des politiques énergétiques européennes. Il maintient néanmoins l'objectif de long terme de neutralité carbone en 2050, avec une baisse de 90 % des émissions du secteur énergétique, sur des bases réalistes, cohérentes et techniquement atteignables.